



Conseil Economique
et Social

Distr.
LIMITEE

E/1997/L.50
22 juillet 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin - 25 juillet 1997
Point 7 b) de l'ordre du jour

RAPPORTS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES :
QUESTIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

Projet de résolution présenté par le Vice-Président du Conseil,
M. Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh),
à l'issue de consultations officielles

Programme de travail de la Commission du développement durable
pour la période 1998-2002 et futures méthodes
de travail de la Commission

Le Conseil économique et social,

1. Approuve le programme de travail de la Commission du développement durable pour la période 1998-2002, tel que recommandé par l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session extraordinaire et figurant en annexe au Programme concernant la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21;

2. Invite la Commission à élaborer les ordres du jour provisoires de ses sessions futures conformément à ce programme de travail sans préjudice des articles 5 à 9 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social;

3. Approuve l'ordre du jour provisoire de la sixième session de la Commission ci-après :

1. Election du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Thème sectoriel : Approches stratégiques de la gestion des eaux douces.
4. Thème intersectoriel : Transfert de technologie/Renforcement des capacités/Education/Sciences/Activités de sensibilisation.
5. Secteur économique/Grand groupe : Industrie.
6. Examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement (chapitres du Programme d'action qui n'ont pas été traités dans l'examen approfondi effectué lors de la quatrième session de la Commission).
7. Questions diverses.
8. Ordre du jour provisoire de la septième session.
9. Adoption du rapport.

4. Invite la Commission à ajuster ses futures méthodes de travail conformément aux dispositions des paragraphes 132 et 133 du Programme concernant la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21;

5. Décide que, dans la période 1998-2002, la Commission maintiendra la pratique consistant à instituer, sous réserve de l'approbation du Conseil, deux groupes de travail spéciaux intersessions à composition non limitée au maximum par an en vue d'aider la Commission à préparer ses sessions ordinaires à venir;

6. Décide également que les questions dont l'examen serait confié à de tels groupes de travail intersessions devraient être, en règle générale, arrêtées par la Commission dans le cadre de l'examen des ordres du jour provisoires de ses sessions à venir et compte tenu des dispositions de l'alinéa f) du paragraphe 133 du Programme concernant la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21;

7. Décide en outre qu'à titre exceptionnel, l'ordre du jour provisoire des réunions de 1998 du ou des groupes de travail spéciaux

intersessions de la Commission sera recommandé par le bureau de la Commission en consultation avec les Etats membres;

8. Décide qu'à l'avenir, les dispositions suivantes seront prises pour l'élection du bureau de la Commission en application des dispositions du paragraphe 136 du Programme concernant la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 :

a) La Commission, immédiatement après la clôture d'une session ordinaire, tiendra la première séance de sa session ordinaire suivante aux seules fins d'élire le nouveau président et les autres membres du bureau conformément à l'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil;

b) Cela étant, les dispositions de l'alinéa d) de sa décision 1993/207 du 12 février 1993 s'appliqueraient uniquement à la partie consacrée aux questions de fond des sessions de la Commission;

c) La durée du mandat des membres de la Commission courra de la conclusion même des travaux de la session ordinaire tenue après le 1er janvier suivant leur élection par le Conseil (à la reprise de sa session d'organisation de l'année précédente) en tant que membres de la Commission à l'issue de la session ordinaire tenue après le 1er janvier suivant l'élection des Etats qui doivent leur succéder en tant que membres de la Commission (à moins qu'ils ne soient réélus);

d) Le Conseil décidera à la reprise de sa session de fond de 1997 des modalités spécifiques de la période de transition des dispositions actuelles à celles décrites ci-dessus.
